



Japon : entre catastrophe et espoir

Céline Pajon

La chercheuse au Centre Asie de l'Ifri* analyse, dans une optique prospective, en quoi l'épisode de Fukushima pourrait entraîner une nouvelle mutation du pays.



L'histoire du Japon est traditionnellement vue comme une succession de cycles, liés au passage des empereurs sur le trône, ou à des événements qui marquent un tournant dans l'histoire du pays. En 1853, l'arrivée des bateaux noirs du commandant Perry contraint le pays à s'ouvrir à une modernisation accélérée. En 1945, le Japon, exsangue et frappé deux fois par le feu nucléaire, amorce une spectaculaire reconstruction. La catastrophe de mars 2011 pourrait être l'électrochoc déclencheur d'une « troisième ouverture » de l'Archipel, annoncée dès le milieu des années 1980. En proie depuis les années 1990 à une crise multiforme, politique, économique et sociale, l'Archipel traverse une phase longue et difficile de reinvention de son modèle national. L'arrivée au pouvoir du Parti démocrate (PDJ) en septembre 2009 semblait devoir marquer un tournant historique pour le pays. Succédant à plus d'un demi-siècle de domination

du Parti libéral-démocrate, le PDJ avait promis la fin du « régime de l'après-guerre », avec la réforme du mode de gouvernance politique, un programme social ambitieux et l'affirmation d'une autonomie stratégique accrue sur le plan international. Sans succès.

Au-delà de ses faiblesses internes, le PDJ s'est heurté à d'innombrables difficultés – repercussions de la crise des subprimes sur les exportations, tensions diplomatiques avec Washington et Pékin, scandales politico-financiers. – et n'a pu mener à bien son projet. L'instabilité gouvernementale s'est poursuivie, et l'administration de Naoto Kan a abordé le cataclysme dans un état d'extrême faiblesse, ne bénéficiant plus que de 20 % d'opinions favorables.

Au-delà du drame humain, le cataclysme qui frappe le Japon marquera durablement ses orientations politiques, économiques et sociales.

La catastrophe nucléaire de Fukushima et sa gestion hasardeuse ont remis en lumière les dérives du système de gouvernance traditionnel, ou les connivences entre élites politiques, administratives et économiques confinent au conflit d'intérêt, et où les décisions stratégiques sont négociées et adoptées pratiquement sans débat public.

Les Japonais ne sont pas dupes des discours lenifiants de leurs dirigeants, et ces derniers devront rendre des comptes, le temps de l'urgence passé.

La conduite exemplaire de la population, face à l'imperitie du gouvernement, renforce l'exigence de transparence, et pourrait précipiter le passage à un nouveau modèle de gouvernance politique

Sur le plan économique, et au-delà des conséquences immédiates qui seront sévères, les scénarios optimistes, qui envisagent une reprise en V et une économie relancée par la reconstruction, côtoient des prévisions plus prudentes, qui soulignent la mauvaise santé des fondamentaux : les trois D (dette de 200 % du PIB, déflation, crise

tamment à travers la signature d'accords de libre-échange ambitieux, qui se sont heurtés jusqu'alors à de fortes résistances.

Enfin, la tragédie met fin au mythe de la maîtrise technologique du nucléaire, dans un pays très exposé aux catastrophes naturelles, et devrait polariser une forte opposition populaire au développement du nucléaire civil. Ce mouvement ne suffira sans doute pas à stopper le programme nucléaire japonais, l'Archipel étant dépourvu de ressources énergétiques propres. Il pourrait toutefois, en questionnant le dogme technologique, favoriser l'évo-

« La catastrophe aura permis de redécouvrir le poids du Japon dans l'économie internationale. (...) Le constat pourrait renforcer les arguments de ceux qui, au Japon, plaident pour une plus grande ouverture du pays »

démographique) et le fait qu'un yen fort handicape les exportations.

La catastrophe aura paradoxalement permis de redécouvrir le poids du Japon dans l'économie internationale. Son statut de grande puissance technologique et exportatrice est démonté par la désorganisation des réseaux de production à l'échelle asiatique et internationale, à la suite des dysfonctionnements de l'Archipel. Le constat pourrait renforcer les arguments de ceux qui, au Japon, plaident pour une plus grande ouverture du pays, no-

lution vers un modèle socio-économique alternatif, s'appuyant sur des valeurs de frugalité et de croissance raisonnée héritées d'une histoire multiséculaire.

En puisant dans son expérience originale pour tirer les leçons d'un drame inouï, le Japon pourrait ainsi réussir une nouvelle mue. Le sang-froid, le courage, la cohésion des Japonais face à la catastrophe ont insufflé une confiance nouvelle dans la capacité de résilience du pays

¹Institut français des relations internationales.